

## BUREAU METROPOLITAIN DU lundi 24 janvier 2022

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;"><b>N° 2 2 / 4 4</b></p> <p style="text-align: center;"><b>CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL "VILLA HELIOS" A LA SEYNE-SUR-MER - AUTORISATION DE SIGNATURE</b></p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

### PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI,  
Mme Nathalie BICAIS,  
M. Robert CAVANNA, M.  
Yannick CHENEVARD,  
M. Jean-Pierre COLIN,  
M. Hubert FALCO, M.  
Jean-Pierre GIRAN, M.  
Arnaud LATIL, M. Jean-  
Louis MASSON, M. Ange  
MUSSO, M. Francis ROUX,  
M. Christian SIMON, M.  
Hervé STASSINOS, M.  
Jean-Sébastien VIALATTE,  
M. Gilles VINCENT

### ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI

## **DECISION METROPOLITAINE**

**N° 2 2 / 4 4**

**BUREAU DU 24 janvier 2022**

**OBJET : CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL  
"VILLA HELIOS" A LA SEYNE-SUR-MER -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU METROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 332-11-3 et  
L 332-11-4,

**VU** la Loi 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la  
lutte contre l'exclusion, notamment son article 43,

**VU** la Loi 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à  
l'urbanisme rénové,

**VU** la Loi 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme opposable de la ville de La Seyne-sur-Mer,

**VU** le périmètre du secteur à Projet Urbain Partenarial (PUP), ci-annexé, n°1,

**VU** le projet de convention de PUP, ci-annexé, n°2,

**CONSIDERANT** que l'opération de construction dite « VILLA HELIOS » porte sur la réalisation de 19 logements dont 30 % de logements sociaux au 71 avenue Charles Tournier à La Seyne-sur-Mer dont le périmètre opérationnel recouvre la parcelle cadastrée section BV n°0010,

**CONSIDERANT** que pour la réalisation de cette opération de construction, il apparaît nécessaire de procéder à la réalisation des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage incombe, au titre de ses compétences, à la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** que le Code de l'Urbanisme offre plusieurs modalités de financement de l'aménagement et que, dans un contexte de maîtrise foncière privée, le Projet Urbain Partenarial (PUP) défini aux articles L 332-11-3 et suivants du Code de l'Urbanisme, s'est imposé comme l'outil de financement à retenir,

**CONSIDERANT** que la présente décision a pour objet d'approuver la convention de PUP « Villa HELIOS »,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à réaliser les équipements publics rendus nécessaires par le projet « VILLA HELIOS » à La Seyne-sur-Mer conformément au périmètre du PUP,

**CONSIDERANT** que le programme des équipements publics à réaliser comprend les travaux suivants de :

- dilatation du réseau d'adduction en eau potable (AEP) sur environ 120 ml pour la mise en conformité de la DECI par l'ajout d'un poteau incendie (PI) pour un montant estimatif hors taxe (HT) de 41 666,67 €,
- extension du réseau de distribution d'électricité sur environ 50 ml pour un montant estimatif hors taxe (HT) de 7 553,04 €,
- réfection de 100 ml de voirie avec la prévision de fourreaux pour un montant estimatif hors taxe (HT) de 26 666,66 €,

**CONSIDERANT** que le coût total prévisionnel des équipements publics financés dans le cadre du présent Projet Urbain Partenarial est estimé à soixante-quinze mille huit cent quatre-vingt-six euros et trente-sept centimes hors taxes (75 886,37 € HT),

**CONSIDERANT** que, pour rappel, les équipements existants déjà, entièrement financés et les équipements propres à l'opération de construction définis à l'article L. 332-15 du Code de l'Urbanisme ne peuvent être inclus dans les équipements à financer au titre du présent PUP,

**CONSIDERANT** que la participation de l'opérateur, aux financements des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers du projet immobilier effectué dans le périmètre fixé par la convention annexée à la présente décision, s'élève à soixante et un mille sept cent quatre-vingt-dix-sept euros et soixante-quatorze centimes net de taxes (61 797,74 € net de taxes),

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** la convention de projet urbain partenarial entre la SAS AQUIPIERRE MEDITERRANEE, ou toute personne physique ou morale pouvant s'y substituer dans le cadre de ce permis de construire, et la Métropole Toulon Provence Méditerranée en vue de financer les équipements publics nécessaires pour l'opération intitulée « VILLA HELIOS » à La Seyne-sur-Mer.

## **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** le périmètre du projet urbain partenarial «VILLA HELIOS».

## **ARTICLE 3**

**D'ADOPTER** les modalités de répartition du coût des équipements publics entre le futur opérateur et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que le coût total prévisionnel des équipements publics, financés dans le cadre du PUP, s'élève à 75 886,37 € hors taxes.

## **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les recettes prévisionnelles du PUP sont estimées à 61 797,74 euros net de taxes.

## **ARTICLE 6**

**DE DIRE** que la part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre d'application de la présente convention, sera exonérée pendant 3 ans.

## **ARTICLE 7**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de PUP ainsi que tous les actes et pièces nécessaires à son exécution.

## **ARTICLE 8**

**DE DIRE** que la présente décision et la convention de PUP feront l'objet des formalités précisées aux articles R.332-25-1 et R.332-25-2 du Code de l'Urbanisme,

## **ARTICLE 9**

**DE DIRE** que le périmètre sera reporté aux annexes du PLU de La Seyne-sur-Mer selon l'article R. 151-52-13° et R. 153-18 du Code de l'Urbanisme.

## **ARTICLE 10**

**DE DIRE** que les participations qui en résultent seront inscrites au registre des participations.

## **ARTICLE 11**

**DE DIRE** qu'un avis de mention de la signature de la convention de PUP sera établi après transmission de la décision au contrôle de légalité et sera affiché au siège de la Métropole et en mairie de La Seyne-sur-Mer pendant un mois. Cet avis devra être publié au recueil des actes administratifs mentionnés à l'article R 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **ARTICLE 12**

**DE DIRE** que les dépenses liées aux travaux à réaliser par la Métropole seront inscrits pour l'exercice 2022 et suivants :

- Au budget annexe DSP EAU pour la partie des travaux de dimensionnement de la canalisation AEP qui seront effectués pour la mise en conformité de la DECI prévue à hauteur de 41 666,67 € HT soit 50 000,00 € TTC,
- Au budget principal pour les travaux d'extension du réseau de distribution d'électricité et de réfection de la voirie prévus à hauteur de 34 219,70 € HT soit 41 063,64 € TTC.

### **ARTICLE 13**

**DE DIRE** que la participation financière versée par l'opérateur prévue à hauteur de 61 797,74 euros net de taxes sera affectée comme suit :

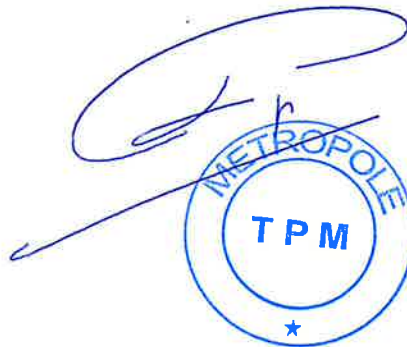
- Sur le budget principal, opération 2022-10079 "PUP SUR TERRITOIRE DE LA SEYNE-SUR-MER" à hauteur de 20 131,07 €,
- Sur le budget annexe DSP EAU, opération 40015 à hauteur de 41 666,67 €.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

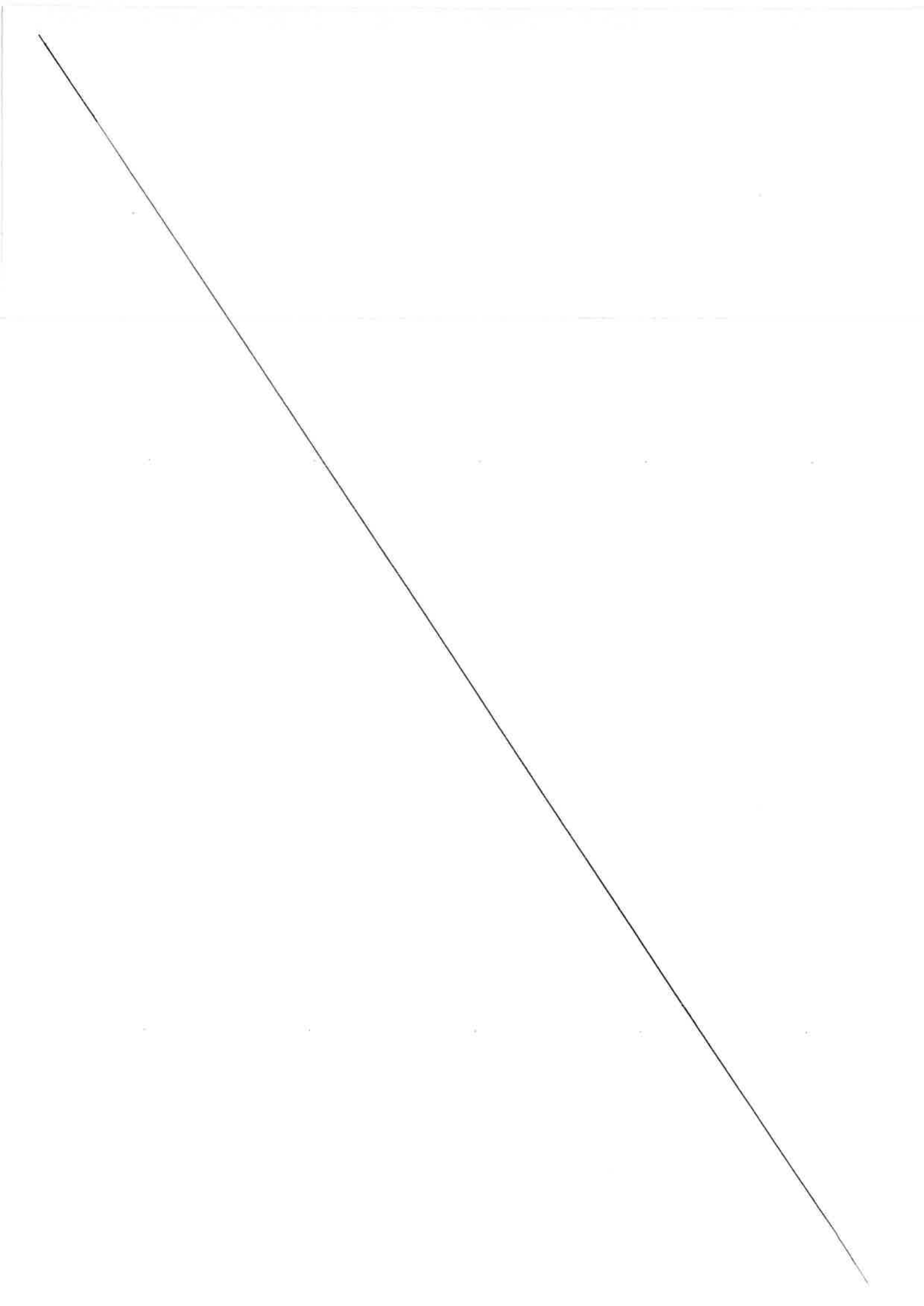
Fait à TOULON, le 24 janvier 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



POUR : 15  
CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0







## Projet Urbain Partenarial (PUP)

### «VILLA HELIOS»

Convention prise en application des articles L. 332-11-3 et L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme issus de l'article 43 de la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion

**VU** le décret n° 2017.1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole dénommée Toulon Provence Méditerranée,

En application des dispositions des articles L. 332-11-3 et L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, la présente convention est conclue

ENTRE

**La SAS AQUIPIERRE MEDITERRANEE**, ou toute personne physique ou morale pouvant s'y substituer dans le cadre de ce permis de construire, ayant son siège social 68 allée de Mycènes, Le Thèbes, 34000 Montpellier immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro SIREN n°820 393 189 représentée par Monsieur Anthony ARMAGANIAN en sa qualité de Directeur Développement, dûment habilité par une délégation de pouvoirs du 6 décembre 2021 de Monsieur Raphaël LUCAS DE BAR,

Ci-après désigné « l'Opérateur »

ET

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par Monsieur Hubert FALCO en sa qualité de Président, sise Hôtel de la Métropole, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON cedex 9,

Ci-après désigné « la Métropole »

**Ensemble**, « les Parties ».

Le terme « Convention » désigne la présente convention contenant projet urbain partenarial.

En conséquence, il a été convenu entre les parties ce qui suit :

## PREAMBULE

L'Opérateur projette une opération de construction sur la parcelle cadastrée BV 0010 classée en zone UB au PLU de la commune de La Seyne-sur-Mer.

Le programme prévisionnel de cette opération prévoit la réalisation de 19 logements dont 30 % de logements sociaux.

Ce projet se situe dans le quartier résidentiel de « La Rouve », bordé au Nord par les chantiers navals de Mouissèques. Il est desservi au Nord par l'avenue Charles Tournier, à l'Est par une voie privée ouverte à la circulation publique qui permet l'accès des voitures à la résidence « La Rouve », à l'Ouest par le petit stade de jeux de la résidence et au Sud par un parking accessible à tous.

Compte tenu de sa localisation, et du nombre de logements prévus, la réalisation de ce programme nécessite la réalisation d'équipements autres que les équipements propres mentionnés à l'article L. 332-15 du Code de l'urbanisme.

Aussi, les Parties se sont rapprochées et ont considéré que ces travaux d'équipements publics ne pouvaient s'envisager autrement que sous maîtrise d'ouvrage publique mais qu'ils devaient être en tout ou partie financés par l'Opérateur dans le cadre d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le fondement de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

### • Article 1 - Objet

La présente convention vise à préciser les conditions dans lesquelles les parties mettront en œuvre un projet urbain partenarial au sens de l'article L 332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Conformément à cette disposition, la convention précise les modalités de prise en charge financière de tout ou partie des équipements publics rendus nécessaires par le projet, poursuivi par l'Opérateur, concourant à répondre aux besoins des futurs usagers et habitants, que sont :

- La dilatation du réseau d'adduction en eau potable (AEP) sur environ 120 ml pour la mise en conformité de la DECI par l'ajout d'un poteau incendie (PI) ;
- L'extension du réseau de distribution d'électricité sur environ 50 ml ;
- La réfection de 100 ml de voirie avec la prévision de fourreaux.

tels que définis à l'article 3 ci-après.

### • Article 2 - Périmètre

Le périmètre d'application de la présente convention est délimité par le plan joint en annexe 1 à la présente convention, parcelle cadastrée section BV n° 0010.

Ce périmètre sera reporté dans les annexes du PLU de La Seyne-sur-Mer en application des articles R 151-52-13° et R 153-18 du Code de l'urbanisme.

• **Article 3 – Coût prévisionnel des équipements publics induits par l'opération immobilière**

Le coût prévisionnel des équipements publics, à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la présente convention, est établi par la Métropole en tant que maître d'ouvrage pour les équipements publics relevant de ses compétences.

Le coût total prévisionnel des équipements publics à réaliser, par la Métropole, est fixé à 75 886,37 € hors taxes et se ventile comme suit :

Nature travaux	Montant total en € HT
Dilatation du réseau AEP sur environ 120 ml pour la mise en conformité de la DECI par l'ajout d'un poteau incendie (PI)	41 666,67 €
Extension du réseau de distribution d'électricité sur environ 50 ml	7 553,04 €
Réfection de 100 ml de voirie avec la prévision de fourreaux	26 666,66 €
<b>TOTAL</b>	<b>75 886,37 €</b>

Ce coût prévisionnel prend en compte tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre et d'aléas liés à la réalisation des équipements publics.

*Pour rappel, les équipements existants déjà entièrement financés et les équipements propres à l'opération d'aménagement définis à l'article L. 332-15 du code de l'urbanisme ne peuvent être inclus dans les équipements à financer au titre de la présente convention.*

• **Article 4 – Montant de la participation financière due par l'Opérateur**

L'Opérateur s'engage à verser à la Métropole la fraction du coût nécessaire fixée à :

- 100 % du montant HT du coût total des prestations pour le réseau d'adduction en eau potable (AEP),
- 90 % du montant HT du coût total pour l'extension du réseau de distribution d'électricité ;
- 50 % du montant HT du coût total des prestations de voirie.

Equipements publics rendus nécessaires par le projet immobilier 71, Av. Charles Tournier – La Seyne/Mer					
Description des travaux	Montant des travaux € HT	Part OPERATEUR		Part TPM	
		%	€ HT	%	€ HT
Réfection voirie sur 100 ml avec prévision de fourreaux	26 666,66 €	50 %	13 333,33 €	50 %	13 333,33 €
Dilatation du réseau AEP sur 120 ml pour rendre conforme la DECI par la pose d'un 2 <sup>e</sup> PI	41 666,67 €	100 %	41 666,67 €	0 %	0,00 €
Extension réseau de distribution d'électricité sur 50 ml	7 553,04 €	90 %	6 797,74 €	10 %	755,30 €
<b>TOTAL</b>	<b>75 886,37 €</b>		<b>61 797,74 €</b>		<b>14 088,63 €</b>

En conséquence, le montant de la participation totale à la charge de l'Opérateur s'élève à 61 797,74 € net de taxes (Soixante et un mille sept cent quatre-vingt-dix-sept euros et soixante-quatorze centimes net de taxes).

En dérogation à l'article 10 de la présente convention, les parties conviennent que le montant de la participation mentionnée, ci-dessus, pourra être ajusté, sans conclusion d'avenant à la hausse comme à la baisse en fonction du coût effectif des équipements à réaliser dans la limite de 5 % du montant de la participation. Au-delà ou en deçà de 5%, il sera procédé à un ajustement du montant de la participation par voie d'avenant tel que mentionné à l'article 10.

- **Article 5 – Modalités de paiement de la participation financière due par l'Opérateur**

En exécution d'un titre de recettes, l'Opérateur s'engage à verser à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la participation du projet urbain partenarial mise à sa charge dans les conditions suivantes :

En deux (2) versements :

- le premier versement, correspondant à 50 % du montant total, interviendra à l'achat du terrain qui interviendra dans le mois suivant la purge des voies de recours relative au permis de construire (recours des tiers et retrait administratif),
- le deuxième versement, correspondant à 50 % du montant total, interviendra 6 mois après l'obtention du permis de construire.

L'éventuel réajustement financier sera versé au décompte général et définitif.

- **Article 6 – Délai de réalisation des équipements publics et planning prévisionnel**

La Métropole s'engage à lancer les travaux de réalisation des équipements publics mentionnés à l'article 1 une fois que la Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) sera déposée en mairie de La Seyne-sur-Mer et que les versements mentionnés à l'article 5 seront réalisés. Les travaux seront réalisés, à partir de ces versements, dans un délai maximum de 18 mois. *Il est à noter que les travaux d'extension du réseau de distribution d'électricité sont déclenchés par le pétitionnaire lorsque celui-ci fait sa demande de raccordement auprès d'ENEDIS.*

Les parties sont convenues de se revoir dans les six (6) mois (permis de construire devenu définitif) suivant la date de signature des présentes afin de convenir du calendrier de réalisation échelonné des différents travaux d'équipements visés à l'article 1 et de leurs dates d'achèvements respectifs dans le respect du délai maximal fixé ci-dessus.

- **Article 7 – Restitution de la participation financière**

Si les équipements publics définis à l'Article 1 n'ont pas été achevés dans les délais prescrits par la présente convention, les sommes représentatives du coût des travaux non réalisés sont restituées à l'Opérateur, sans préjudice d'éventuelles indemnités fixées par les juridictions compétentes.

- **Article 8 - Abandon de l'opération de construction**

Dans le cas d'un abandon de cette opération de construction, il est défini ce qui suit :

- L'Opérateur pourra demander décharge de la participation s'il justifie qu'il n'a pas été en mesure de réaliser son programme ;

Toutefois,

- Les équipements publics déjà réalisés ne peuvent faire l'objet d'aucune restitution des sommes versées au titre des participations au projet urbain partenarial ;
- Pour les équipements publics en cours de réalisation, aucun remboursement de la participation de l'Opérateur déjà payé ne peut être réclamé. De plus l'Opérateur devra s'acquitter de sa participation permettant aux différents maîtres d'ouvrage de solder les marchés en cours sur le ou les équipements concernés.

Si les équipements publics à créer, dont la liste est fixée par l'article 1, n'ont pas été réalisés dans le délai prévu, les sommes représentatives du coût des travaux non réalisés seront restituées à l'Opérateur.

Cette disposition ne s'applique pas si l'Opérateur n'a pas versé la totalité de la participation prévue à l'article 5, dans les délais prévus à l'article 5.

#### • **Article 9 – Exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement**

La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement est de 3 ans à compter de l'affichage de la mention de la signature de la convention au siège de la Métropole compétente et en mairie de La Seyne-sur-Mer.

#### • **Article 10 - Avenant**

Toutes modifications éventuelles des modalités d'exécution de la convention de projet urbain partenarial doivent faire l'objet d'avenants à la présente convention.

Ces avenants, approuvés par les parties à la convention, devront être signés par le Président dûment autorisé par le Conseil de la Métropole et par le représentant légal de la SAS AQUIPIERRE MEDITERRANEE.

Tel sera notamment le cas des modifications portant sur la programmation des équipements publics, le calendrier de réalisation des équipements publics, l'échéancier de paiement des participations par l'opérateur.

Les adaptations de calendrier permettant de faire correspondre au mieux les interventions des différents maîtres d'ouvrage aux besoins de l'opération objet de la présente convention pourront être ajustées sans conclusion d'avenants.

#### • **Article 11 – Transfert de permis de construire, mutations**

En cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ce transfert.

L'Opérateur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

L'Opérateur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire

- **Article 12 – Litige**

Tout différent relatif à la présente convention devra faire l'objet au préalable d'une tentative d'accord amiable entre les parties. A défaut, et après mise en demeure de l'une ou l'autre des parties, saisine sera faite auprès du tribunal administratif, de Toulon, compétent.

- **Article 13 – Affichage et caractère exécutoire**

La présente convention est exécutoire à compter de l'affichage de la mention de sa signature au siège de la Métropole compétente et en mairie de La Seyne-sur-Mer.

Fait à Toulon, le

En trois exemplaires originaux.

Pour la SAS AQUIPIERRE MEDITERRANEE,

Le Directeur Développement,

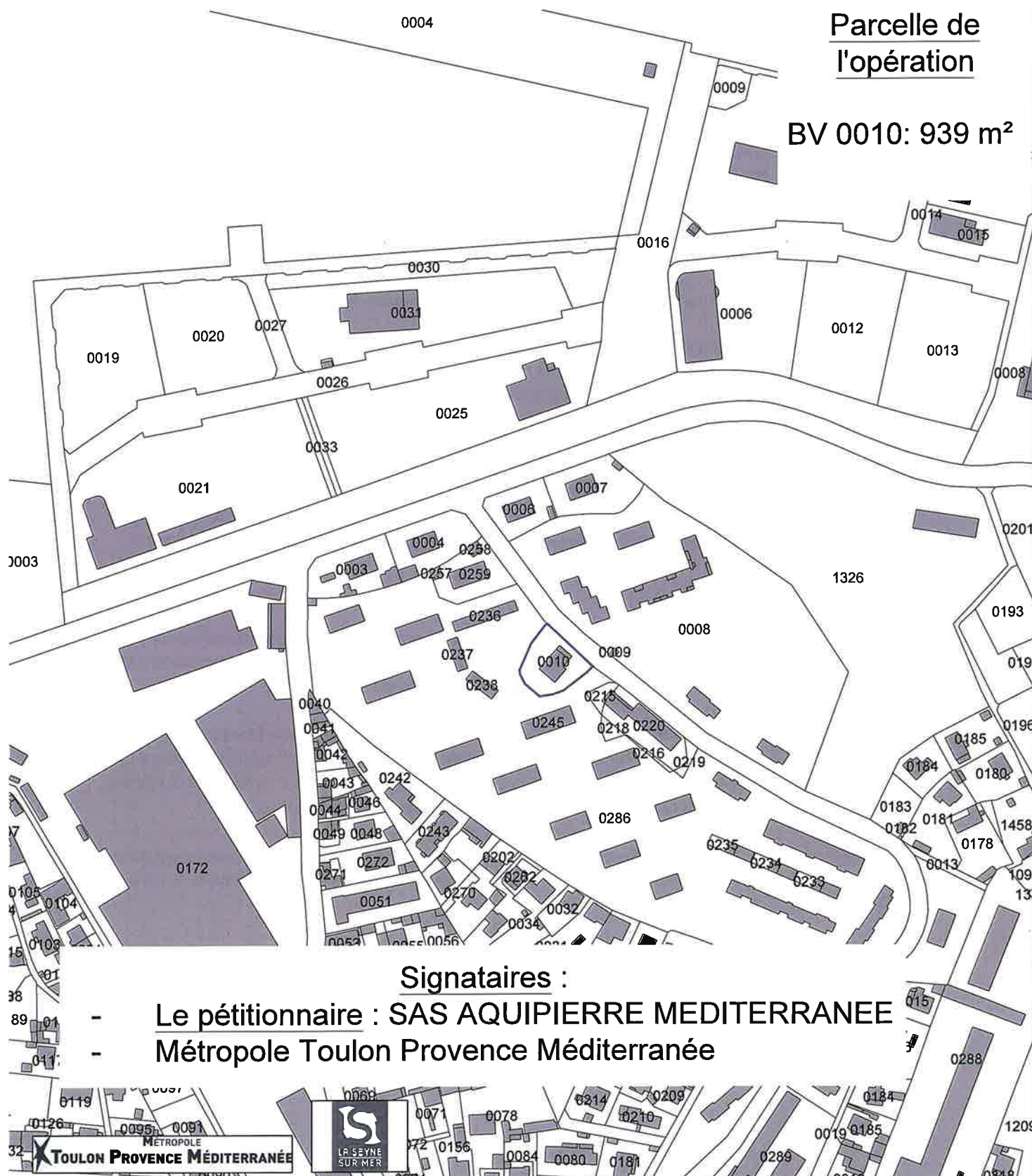
Monsieur Anthony ARMAGANIAN,

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Le Président,

Monsieur Hubert FALCO,

### Parcelle de l'opération

BV 0010: 939 m<sup>2</sup>

### Signataires :

- Le pétitionnaire : SAS AQUIPIERRE MEDITERRANEE
- Métropole Toulon Provence Méditerranée

## DELEGATION DE POUVOIRS

### LE SOUSSIGNE :

Monsieur Raphael LUCAS DE BAR né à MONTPELLIER (34) le 27 octobre 1974,

Agissant en qualité de gérant de la société AQUIPIERRE, société à responsabilité limitée, au capital de 1.000.000 euros dont le siège est BORDEAUX (33) 138, Rue Mondenard, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu des statuts

La société AQUIPIERRE agissant elle-même en qualité de Présidente de la SAS AQUIPIERRE MEDITERRANEE, société par actions simplifiée au capital de 10 000 €, dont le siège est à MONTPELLIER (34000), 68 Allée de Mycènes, Le Thèbes, identifiée au SIREN sous le numéro 820 393 189 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

Figurant ci-après sous la dénomination « le constituant » ou « le mandant ».

Le constituant a, par ces présentes, désigné pour mandataire spécial :

Monsieur ARMAGANIAN Anthony, salarié de la société AQUIPIERRE MEDITERRANEE, à l'effet de signer le projet urbain partenarial « Villa Helios » au profit du constituant, la société AQUIPIERRE MEDITERRANEE, ou toute société qu'elle se substituera par:.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Hubert FALCO en sa qualité de Président, sise Hôtel de la Métropole, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON cedex 9, dûment habilité par délibération du Conseil Métropolitain n° 20/07/4 en date du 15 juillet 2020,

### Préambule

AQUIPIERRE MEDITERRANEE projette une opération de construction sur la parcelle cadastrée BV 0010 classée en zone UB au PLU de la commune de La Seyne-sur-Mer. Le programme prévisionnel de cette opération prévoit la réalisation de 19 logements dont 30 % de logements sociaux.

Ce projet se situe dans le quartier résidentiel de « La Rouve », bordé au Nord par les chantiers navals de Moussègues. Il est desservi au Nord par l'avenue Charles Tournier, à l'Est par une voie privée ouverte à la circulation publique qui permet l'accès des voitures à la résidence « La Rouve », à l'Ouest par le petit stade de jeux de la résidence et au Sud par un parking accessible à tous.

Compte tenu de sa localisation, et du nombre de logements prévus, la réalisation de ce programme nécessite la réalisation d'équipements autres que les équipements propres mentionnés à l'article L. 332-15 du Code de l'urbanisme.

Aussi, les Parties se sont rapprochées et ont considéré que ces travaux d'équipements publics ne pouvaient s'envisager autrement que sous maîtrise d'ouvrage publique mais qu'ils devaient être en tout ou partie financés par l'Opérateur dans le cadre d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le fondement de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.





## Objet

Le PUP vise à préciser les conditions dans lesquelles les parties mettront en œuvre un projet urbain partenarial au sens de l'article L 332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Conformément à cette disposition, la convention précise les modalités de prise en charge financière de tout ou partie des équipements publics rendus nécessaires par le projet, poursuivi par l'Opérateur, concourant à répondre aux besoins des futurs usagers et habitants, que sont :

- La dilatation du réseau d'adduction en eau potable (AEP) sur environ 120 ml pour la mise en conformité de la DECI par l'ajout d'un poteau incendie (PI) ;
- L'extension du réseau de distribution d'électricité sur environ 50 ml ;
- La réfection de 100 ml de voirie avec la prévision de fourreaux.

tels que définis à l'article 3 ci-après.

## Montant de la participation financière due par l'Opérateur

AQUIPIERRE MEDITERRANEE s'engage à verser à la Métropole la fraction du coût nécessaire fixée à :

- 100 % du montant HT du coût total des prestations pour le réseau d'adduction en eau potable (AEP),
- 90 % du montant HT du coût total pour l'extension du réseau de distribution d'électricité ;
- 50 % du montant HT du coût total des prestations de voirie.

Equipements publics rendus nécessaires par le projet immobilier 71, Av. Charles Tournier – La Seyne/Mer					
Description des travaux	Montant des travaux € HT	Part OPERATEUR		Part TPM	
		%	€ HT	%	€ HT
Réfection voirie sur 100 ml avec prévision de fourreaux	26 666,66 €	50 %	13 333,33 €	50 %	13 333,33 €
Dilatation du réseau AEP sur 120 ml pour rendre conforme la DECI par la pose d'un 2° PI	41 666,67 €	100 %	41 666,67 €	0 %	0,00 €
Extension réseau de distribution d'électricité sur 50 ml	7 553,04 €	90 %	6 797,74 €	10 %	755,30 €
<b>TOTAL</b>	<b>75 886,37€</b>		<b>61 797,74 €</b>		<b>14 088,63 €</b>

En conséquence, le montant de la participation totale à la charge de l'Opérateur s'élève à 61 797,74 € net de taxes (Soixante et un mille sept cent quatre-dix-sept euros et soixante-quatorze centimes net de taxes).

Fait à Bordeaux  
Le 6 décembre 2021

Signature(s)  
« Bon pour pouvoir » et signature

Bon pour pouvoir



